

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 9

Séance du 16 septembre 2024

Délibération n°ARBNA-2024-42

Objet : Mise en place forfait mobilité durable

DATE DE LA CONVOCAION : 29 AOUT 2024

Administrateurs PRESENTS :	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Elise LAURENT-GUEGAN, Sophie WEBER, Eric SOULAT, Ronan NEDELEC, Stéphane TRIFILETI OFB : Emmanuel DIDON DREAL/SGAR : Ophélie DARSEES Agence de l'Eau Adour-Garonne : Marie claire DOMONT CD 24 : Florence GAUTHIER PNR : Catherine HORNEBECK Grand Poitiers : Dany COINEAU CBNSA : Coralie PRADEL Biosena : Martin GALILEE Centre National de la Propriété Forestière NA : Bénédicte BEYRIES, Luc-Olivier DE-LEBECQUE LPO : Olivier LE GALL URCAUE : Céline MASSA RNN : Kévin LELARGE FRC NA : Jean-Francis SEGUY Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER SOLTENA : Valérie HOUMEAU Représentant du personnel : Valérie BARBIER
Administrateurs ABSENTS ou EXCUSES :	CD33 CEN FNE NA CRPMEM Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques Chambre Régionale d'Agriculture NA CSRPN
INVITES	Région NA : Anne-Sophie CHAPLAIN ; OFB : Véronique CESARI ; DREAL : Marie ROZAT ; CD24 : Cathy PRIGENT ; CD33 : Franck UTEAU ; PNR : Juliette GIOUX ; CEN : Fabrice GREZE ; ARB : Géraldine SIMON, Yvonnick GUINARD, Baptiste REGNERY, Tiffany HERAUD LEGER, Maëlle SAME YIN YANG, Emilie MARTINEAU

Nombre de votants : 22

Nombre de pour : 22

Nombre d'abstention : 0

Nombre de contre : 0

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.452-14, L.1431- 1 à L.1431-9 et R.1431-1 à R.1431-21,

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 3 juillet 2023 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale dénommé Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables », dans la FPT qui permet le remboursement de tout ou partie des frais engagés pour les déplacements des agents entre leur résidence et leur lieu de travail,

Vu le décret n° 2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale Entré en vigueur le 15 décembre 2022, le présent décret élargit le « forfait mobilités durables » aux engins de déplacement personnel motorisés et aux services de mobilité partagée mentionnés à l'article R. 3261-13-1 du code du travail et permet le cumul de ce forfait avec le remboursement partiel d'un abonnement de transport en commun.

En application des articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1 du code du travail, les agents publics relevant de la loi du 26 janvier 1984 susvisée peuvent bénéficier, dans les conditions prévues aux articles 2 à 7, du remboursement de tout ou partie des frais engagés au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage, sous forme d'un « forfait mobilités durables ». Les modalités d'octroi du « forfait mobilités durables » sont définies par délibération de l'organe délibérant de la collectivité territoriale, de son groupement ou de son établissement public dans les conditions prévues par le présent décret.

Vu l'article 8 du décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020, modifié par décret n° 2022-1557 du 13 décembre 2022.

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

De mettre en place un forfait de mobilité durable à destination des agents ARBNA dans les conditions suivantes :

Le forfait mobilité durable

Le décret n° 2022-1557 du 13 décembre 2022 s'applique aux déplacements entre la résidence habituelle et le lieu de travail.

Le montant annuel du forfait est fixé à :

- 100 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est comprise entre 30 et 59 jours ;
- 200 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est comprise entre 60 et 99 jours ;
- 300 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est d'au moins 100 jours.

Peuvent bénéficier de ce forfait les agents territoriaux relevant du Code général de la fonction publique et, **depuis le 1^{er} janvier 2022**, les agents recrutés sur un contrat de droit privé.

Contrairement à la prise en charge obligatoire des frais de transport susvisés, ce forfait n'a pas un caractère obligatoire et nécessite une délibération de l'assemblée délibérante qui définit les modalités d'octroi. Sont concernés les frais suivants engagés par les agents au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail :

- avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ;
- en tant que conducteur ou passager en covoiturage.
- avec leur engin de déplacement personnel motorisé, tel que défini aux 6.14 et 6.15 de l'article R. 311-1 du Code de la route (nouveau intégré par le décret du 13 décembre 2022) ;
- en tant qu'utilisateur des services de mobilité partagée mentionnés à l'article R. 3261-13-1 du Code du travail (nouveau intégré par le décret du 13 décembre 2022), à savoir :
 - la location ou la mise à disposition en libre-service de véhicules mentionnés aux 4.8, 4.9, 6.10, 6.11 et 6.14 de l'article R. 311-1 du Code de la route, avec ou sans station d'attache et accessibles sur la voie publique, à condition qu'ils soient équipés d'un moteur non thermique ou d'une assistance non thermique lorsqu'ils sont motorisés,
 - les services d'autopartage mentionnés à l'article L. 1231-14 du Code des transports, à condition que les véhicules mis à disposition soient des véhicules à faibles émissions au sens du III de l'article L. 224-7 du Code de l'environnement.

Pour bénéficier de ce versement, l'agent doit déposer avant le 31 décembre une déclaration sur l'honneur auprès de son employeur, qui certifie l'utilisation de l'un ou des moyens de transport ci-dessus. L'employeur peut effectuer un contrôle pour vérifier la réalité de cette utilisation dans les conditions de l'article 4 du décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 modifié.

Enfin, ne peuvent bénéficier de ce forfait :

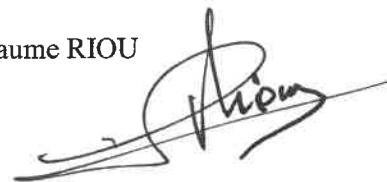
- les agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- les agents bénéficiant d'un véhicule de fonction ;
- les agents bénéficiant d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail ;
- les agents transportés gratuitement par leur employeur.

La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne

Fait à Poitiers, le 16 septembre 2024

Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine

Guillaume RIOU



Délib n°ARBNA-2024-42 - ANNEXE 2 - PROJET

**DECLARATION SUR L'HONNEUR
FORFAIT MOBILITES DURABLES**

Objet : Utilisation d'un moyen de transport à mobilités durables

(cf délibération ARBNA N°CA9-delib41-Mobilité Durable validée en CA du 16/09/24)

Je soussigné(Nom et prénom),

né(e) le

A (Ville de naissance + code postal),
demeurant

.....
.....

déclare avoir utilisé, pour me déplacer entre ma résidence habituelle et mon lieu de travail, un des moyens de transports à mobilités durables suivants :

- ☐ Vélo personnel (mécanique ou à assistance électrique),
- ☐ Engin de déplacement personnel motorisé (trottinettes et patinettes électriques, gyropodes, monoroues hoverboards, ...),
- ☐ Covoiturage (chauffeur ou passager),
- ☐ Services de mobilité partagée mentionnés à l'article R. 3261-13-1 du code du travail (cyclomoteur, motocyclette, cycle ou cycle à pédalage assisté, ou engin de déplacement motorisé ou non, loué ou mis à disposition en libre-service, ou service d'autopartage, à condition que les véhicules mis à disposition soient des véhicules à faibles émissions ou à l'aide d'autres services de mobilité partagée).

..... (Nombre de jours) jours au cours de l'année 20.....

Je déclare également que :

- je ne bénéficie pas d'un logement de fonction,
- je ne bénéficie pas d'un véhicule de fonction,
- je ne suis pas transporté gratuitement par mon employeur,

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande.

A
le
(Signature)

Fait pour servir et valoir ce que de droit.